



▲ Assemblée générale de l'association Solaal Auvergne-Rhône-Alpes, le 25 avril, à Saint-Priest-en-Jarez (Loire).

SOLIDARITÉ / Le vendredi 25 avril, l'association Solaal Auvergne-Rhône-Alpes s'est réunie en assemblée générale à Saint-Priest-en-Jarez (Loire). L'occasion de dresser le bilan de l'année et de présenter officiellement le nouveau parrain de l'association.

Une année au beau fixe pour Solaal Auvergne-Rhône-Alpes

« L'association se porte très bien, elle possède des fonds propres importants. Elle est entourée de partenaires précieux qui nous aident beaucoup », a annoncé Grégory Chardon, président de l'antenne régionale Solaal. Avec un bilan financier positif et un excédent commercial de 34 966 euros, les indicateurs sont au vert pour l'association qui a vu ses volumes de dons augmenter de manière significative en 2024.

Des dons en hausse

Au terme de trois années d'existence, l'association de lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaire prouve cette année encore son efficacité. Depuis son lancement, en 2021, ce sont 1 569 tonnes de produits (dont 87 % de produits frais) qui ont été distribués, soit l'équivalent de 3,1 millions de repas destinés aux personnes démunies de la région. En 2024, ce sont 921,6 tonnes de produits laitiers (fromages, lait, yaourts), 26,5 tonnes de légumes (salades, carottes, courges, tomates, poireaux, oignon...), 60,1 tonnes de fruits (abricots, pêches, prunes, cerises, pommes, kakis) et enfin 50,9 tonnes de produits divers et transformés (jus de fruits, produits surgelés, pâtes, plats cuisinés) qui ont été redistribués. L'année a notamment été marquée par un don exceptionnel de 924 000 litres de lait, redistribués à 37 associations. Si Solaal s'ancre davantage, c'est aussi grâce à un réseau de donateurs qui se développe : en un an, ils ont été 21 à rejoindre l'aventure.

De nombreuses actions

La tribune, composée de Gérard Gallot, vice-président de Solaal, Claire Michel, trésorière, Grégory Chardon, président, Valentin Lhuillier, coordinateur régional, a accueilli l'arrivée de Marie May, nouvelle chargée de dons de l'association régionale. À leurs côtés, plus de cinquante bénévoles ont été mobilisés

lors de neuf glanages dans le Rhône et le Puy-de-Dôme et soixante-cinq antennes de grands réseaux d'associations d'aide alimentaire. « Solaal a connu une belle mobilisation des agriculteurs en 2024, tous les feux sont au vert pour cette antenne régionale », a assuré Angélique Delahaye, présidente nationale de l'association. Après un Salon international de l'agriculture réussi, une participation notable aux journées internationales du don agricole et au Sommet de l'élevage ou encore sur la 12^e étape du Tour de France, l'association a su être présente lors de temps forts et ainsi développer sa notoriété. 2025 est également de bon augure, avec 44 tonnes de dons alimentaires déjà effectués, soit quatre fois plus que l'année dernière à la même période, et 8 nouveaux donateurs engagés dans l'association.

Christophe Geoffroy, parrain de Solaal Aura

Chef renommé et notamment connu pour son goût de la solidarité, Christophe

Geoffroy vient prêter main forte à Solaal et soutenir ses actions. La fondation qui porte son nom le démontre : « nous cuisinons les invendus de l'industrie agro-alimentaire, des dates limites de consommation courtes aux

erreurs de salage ou de grammage. Nous cuisinons ces produits invendables afin de les donner aux banques alimentaires, plus de 80 bénévoles nous accompagnent pour les distribuer, notamment devant les gares », explique le chef. « Je vais pouvoir mettre à profit ma médiatisation et mon côté humanitaire pour soutenir le monde agricole avec Solaal. Toute la nourriture jetée, c'est de la nourriture que l'on vole aux pauvres. Nous sommes là pour valoriser cette nourriture, surtout lorsque des personnes ont travaillé pour la produire », a-t-il conclu, avant de signer la charte de parrainage. ■

Charlotte Bayon

INTERBEV / L'assemblée générale d'Interbev Auvergne-Rhône-Alpes s'est tenue le jeudi 25 avril à Aubières, dans le Puy-de-Dôme. Décapitalisation du cheptel et décarbonation du secteur bovin étaient au menu.

Cap sur la recapitalisation du cheptel bovin

« La décapitalisation du cheptel fragilise notre souveraineté alimentaire. Quels en sont les impacts dans le secteur bovin ? » Tel était le thème de l'assemblée générale d'Interbev Auvergne-Rhône-Alpes. La baisse du nombre de vaches dans les cheptels bovins est une réalité qui s'est accélérée durant la dernière décennie. Ainsi, la France a perdu, depuis 2016, un million de vaches (602 000 vaches allaitantes et 429 000 vaches laitières), soit 16 % de son cheptel. Si la région Auvergne-Rhône-Alpes n'échappe pas à ce phénomène, Romain Kjan, directeur d'Interbev Aura, a tempéré l'analyse : « Nous avons perdu 9 % des vaches en neuf ans, soit 8,4 % de vaches laitières et 8,7 % de vaches allaitantes. Au final, cela représente une perte de 133 300 vaches en presque une décennie. La démographie des éleveurs plus jeunes en région qu'au niveau national peut expliquer cet écart ».

Des raisons sanitaires

La première cause de la décapitalisation du cheptel est l'âge avancé des éleveurs qui, à l'heure de la retraite, ne trouvent pas forcément de successeurs dans un contexte où l'équilibre économique de l'élevage de bovins allaitants a longtemps été précaire. Alors que les courbes n'en finissent pas de chuter dangereusement, qu'en est-il aujourd'hui ? « Depuis 2024, nous observons une stabilisation du cheptel régional », a indiqué Romain Kjan. La hausse des cours générée par la contractualisation et la raréfaction de l'offre face à une demande toujours soutenue ont sans conteste entraîné un regain d'intérêt pour l'élevage. Mais depuis plusieurs mois, cet élan se heurte



▲ Romain Kjan et Lionel Rittaud, respectivement directeur et président d'Interbev Auvergne-Rhône-Alpes.

à une conjonction de problématiques sanitaires (FCO, MHE...), dont on mesure tout juste les effets délétères. En France, ces maladies ont engendré une surmortalité estimée à plus de 11 800 têtes, sur un total de 97 400 vaches mortes entre octobre 2023 et septembre 2024, soit une hausse de 14 %. À l'échelle régionale, la surmortalité est estimée à plus de 3 500 têtes, sur un total de 16 900 vaches mortes entre octobre 2023 et septembre 2024, soit une hausse de 27 %. La fertilité est également mise à mal avec un recul de 200 000 naissances en 2024, dont environ 150 000 imputables à la crise sanitaire. En région, la baisse de 32 000 naissances en 2024 est totalement imputable à la crise sanitaire.

À l'horizon 2030, quelles perspectives ?

Selon une étude du Ceresco, entreprise de conseil des filières agricoles, la situation pourrait bien s'envenimer d'ici 2030. Ainsi, si les tendances observées entre 2020 et 2022 se prolongent

à l'horizon 2030, le cheptel de vaches mères pourrait baisser de 19 %. Dans ce cadre, 37 000 emplois directs et indirects pourraient être menacés (ETP), tandis qu'1,4 Mha de prairies permanentes seraient menacées, soit l'équivalent du département des Yvelines chaque année, pendant huit ans. Enfin, la balance commerciale de la filière viande bovine serait dans le rouge à moins 330 millions d'euros (M€) contre plus 740 M€ aujourd'hui. Il y a donc urgence selon les professionnels : « L'accompagnement de l'élevage à ce moment de bascule est crucial pour éviter un délitement non contrôlé du secteur, alors que celui-ci présente tant d'externalités positives. Les consommateurs français continueront à manger de la viande bovine dans quinze ans, autant qu'elle soit la plus vertueuse possible sur les aspects environnementaux, sociaux et économiques », a indiqué le président de l'interprofession régionale, Lionel Rittaud. ■

Anna Beck

ORGANISATION / La fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles (Fredon Aura) a tenu son assemblée générale, le 24 avril à La Tour-de-Salvagny (Rhône) et présenté un plan d'orientation stratégique pour les cinq ans à venir.

La Fredon Aura poursuit sa régionalisation

L'assemblée générale de la fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles d'Auvergne-Rhône-Alpes (Fredon Aura), qui s'est tenue le jeudi 24 avril à la Tour-de-Salvagny dans le Rhône, a validé la fusion-absorption des deux fédérations départementales (FDGedon) du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire. « Nous avons tout intérêt à mettre en commun nos savoirs et nos méthodes, les ravageurs étant les mêmes de chaque côté de la limite administrative. Cette mise en commun doit être source d'innovation dans la gouvernance et les futures méthodes de surveillance et de lutte contre les organismes nuisibles », a commenté Aurélien Gayet, le président de la Fredon Aura. Se voulant rassurant, il a confirmé que « les effectifs des

salariés permanents des FDGedon de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme seront maintenus ». La première concrétisation de cette fusion sera « la création d'une "commission campagnol" ambitieuse qui sera certainement menée par les territoires auvergnats et dont les résultats serviront à tous les agriculteurs de la région », a-t-il rajouté. Pour l'heure, seul le Cantal n'a pas souhaité adhérer à cette fusion préférant garder sa structure départementale.

Un plan stratégique pour 5 ans

L'assemblée générale a aussi été l'occasion pour Magali Lamberet, directrice de la Fredon Aura, de présenter le plan d'orientation stratégique pour 2025-2029, « notre feuille de route pour

les cinq ans à venir », a-t-elle dit. Ce plan, décliné en plusieurs axes, vise à renforcer l'ancrage territorial et la dynamique collective de la structure ainsi que de renforcer la performance économique pour pérenniser et développer les activités de la Fredon Aura. Ce plan a également pour objectif de « renforcer notre ancrage sociétal et environnemental et d'exploiter les technologies numériques pour optimiser les pratiques et gagner en efficacité et en agilité », a encore indiqué Magali Lamberet. Pour les cinq ans qui viennent, la Fredon Aura a également été reconnue organisme à vocation sanitaire dans le domaine du végétal, « ce qui nous conforte dans nos missions au service du végétal », a souligné, avec satisfaction, le président régional Aurélien Gayet. ■

C.D.